

Lys Rouge

2 FÉVRIER 2022 - 47^e ANNÉE - N° 55 - 1 € -

Primaire populaire

Comme prévu, la Primaire populaire, initiative démocratique hors partis, qui a mobilisé 84,1 % de ses 467 000 inscrits (392 000 votants), a été remportée le 30 janvier par l'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira, devant Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon, voire Anne Hidalgo... qui avaient tous refusé d'y participer. Le mode de scrutin, par Internet, était très particulier puisqu'il s'agissait de donner une évaluation sur la qualité des sept candidats présentés, à la manière d'un bulletin de notes sans notes : « Très bien », « Bien », « Assez bien », « Passable », « Insuffisant », assortis de – et de + C'est tout juste si on n'avait pas droit au « Peut mieux faire » de nos bulletins scolaires d'antan.

Voici les résultats complets qui ont été proclamés dans une salle de concerts à la mode dans le parc de la Villette au nord de Paris, le Trabendo : 1. Christiane Taubira, mention bien + ; 2. Yannick Jadot, assez bien + ; 3. Jean-Luc Mélenchon, assez bien – 4. Pierre Larrouturou, passable + ; 5. Anne Hidalgo, passable + ; 6. Charlotte Marchandise, passable – ; 7. Anna Agueb-Porterie, insuffisant. Ces deux dernières, absolument personne ne savaient qui elles étaient. Pour le reste, il est piquant de constater que la maire de Paris arrive derrière l'économiste Larrouturou, idéaliste militant de la semaine de quatre jours.

Cet exercice qui s'était voulu rassembleur a suscité des commentaires aigres de la part de ses « victimes ». Jean-Luc Mélenchon a ainsi déclaré le soir même sur France 5 : « Elle a enfilé la chaussure qui a été préparée pour elle. Je ne me sens pas concerné. », et comme on lui demandait de commenter le



fait que Christiane Taubira avait annoncé qu'elle allait appeler au téléphone tous les autres candidats de gauche pour leur demander de s'unir, il a ajouté : « J'en ai un peu marre des appels téléphoniques où on me prend pour une bille ». Yannick Jadot a constaté sur TF1 : « C'est une primaire populaire pour Christiane Taubira, elle en sort vainqueur, c'est une candidature de plus. [...] J'espère que maintenant on va pouvoir faire campagne. » Sa collègue écologiste Sandrine Rousseau, utilisant le hashtag #Fatigue sur Twitter a ajouté : « La situation à gauche se complique ». Anne Hidalgo n'a rien dit d'autre, également

sur France 5 : « C'est une candidature et une candidature de plus [...] Je continuerai cette campagne comme je l'ai dit avant ».

Le pire pour chacun de ces candidats, dont les scores ne décollent pas dans les sondages, est que Christiane Taubira, forte de son ancienne présidence du parti des Radicaux de Gauche, n'est pas incapable de récupérer les 500 parrainages d'élus locaux nécessaires pour aller au bout de sa candidature. Comme elle l'avait fait en 2002 où ses malheurs 2,32 % au premier tour de la présidentielle avaient contribué à reléguer Lionel Jospin en troisième position (16,18 %) derrière

Jacques Chirac (19,88 %) et surtout Jean-Marie Le Pen (16,86 %).

Cette « icône de gauche » se pense légitime pour son rôle en 2001 dans la loi reconnaissant la traite négrière (uniquement la traite atlantique) comme crime contre l'humanité, et en 2013 dans la loi sur le Mariage pour les couples de même sexe. Mais le « sociétal » est-il toujours la planche de salut pour les prétendants aux fonctions suprêmes qui ont si peu à proposer en matières économique et sociale et tout simplement politique ? La question ne se pose pas qu'à gauche d'ailleurs.. ■

FRÉDÉRIC AIMARD

Les Brèves de la semaine

Monde

Mali : Le Danemark a annoncé qu'il allait retirer ses quelque 100 soldats de l'opération Takuba à la demande de la junte militaire au pouvoir à Bamako. Du coup c'est toute l'opération Barkhane de lutte contre les jihadistes qui est fragilisée.

Canada : Des centaines de camions ont convergé vers Ottawa, la capitale, par la Transcanadienne, le 29 février pour protester contre le pass vaccinal. Les truckers ont couchés dans les églises d'Ottawa.

Informatique : En 2009, la Commission européenne avait infligé au producteur de puces électroniques Intel une amende de 1,06 milliard d'euros pour pratiques anticoncurrentielles. Celle-ci vient d'être annulée par un arrêt du Tribunal de l'union européenne, encore susceptible d'appel.

Informatique : Le géant coréen de l'informatique Samsung a annoncé une progression de 53,3 % de ses bénéfices au quatrième trimestre 2021 grâce à la forte demande de puces informatiques pour renouveler le parc d'ordinateurs et de téléphones à la faveur des changements d'organisation du travail liés à la pandémie.

Caucase : Le fonds pétrolier de l'État d'Azerbaïdjan (Sofaz) a déposé, le 28 janvier, 1 milliard d'euros sur le compte de la banque centrale de Turquie qui en a bien besoin pour faire face à l'effondrement de la livre turque qui a perdu 45 % de sa valeur face au dollar en un an. Un remerciement évident à la participation des drones turcs dans la guerre contre les Arméniens.

Chine : Piquée au vif par la décision de la Lituanie de permettre à Taïwan d'ouvrir sur son sol un bureau de représentation commerciale, la Chine a rappelé son ambassadeur en poste à Vilnius, bloque les marchandises importées de Lituanie et fait pression sur les autres États européens. L'UE dénonce une atteinte aux règles de l'OMC et une menace

pour le marché unique.

Corée du Nord : La dictature communiste a tiré le 30 janvier vers la mer du Japon son septième missile balistique hypersonique depuis le début de l'année et c'est le plus lourd depuis 2017.

États-Unis : En conséquence de la démission de Stephen Breyer, l'un des juges de la Cour suprême fédérale, le président Biden a annoncé qu'il allait nommer « une femme noire » au sein de la haute juridiction. C'était une promesse formulée lors de sa campagne électorale 2020. Le geste symbolique apparaît aussi comme un message adressé à l'électorat afro-américain, à neuf mois des élections de mi-mandat.

Italie : Sergio Mattarella (80 ans) a été réélu à la présidence de la République le 29 janvier pour un second septennat, les partis politiques ayant été incapables de lui trouver un successeur.

Syrie : Après dix jours d'affrontement, les forces kurdes, soutenues par les Américains, ont annoncé avoir repris complètement le contrôle de la prison de Ghwayran à Hassaké le 30 janvier. Plusieurs centaines de djihadistes (sur les 3 500 à 5 000 qui y étaient détenus) ont pu s'échapper. Certains sont retranchés dans divers quartiers d'Hassaké ou cachés dans la région où les sympathisants de l'État islamique ne manquent pas parmi la population arabe.

Le nombre des morts des récents affrontements ne cesse d'être réévalué à la hausse. Probablement plus de 400. La question du jugement de ces djihadistes, dont plusieurs centaines disposent de la nationalité de pays occidentaux, est sans solution. Le sort de leurs femmes et de leurs enfants mineurs est plus incertain encore.

États-Unis : L'Est des États-Unis est soumis à des tempêtes de neige avec des rafales de vent dépassant les 120 km/heure. Plus de 70 cm de neige couvrent les rues de certaines villes et environ 100 000 personnes ont été privées d'électricité le week-end dernier.

Église : À l'occasion de la Semaine de l'unité des chrétiens, le pape François a proclamé, le 21 janvier, saint Irénée, évêque de Lyon mort en 202 ou 203 après J.-C., comme Docteur de l'Église.

Portugal : Le Parti socialiste du Premier ministre António Costa, 60 ans, a remporté les élections législatives du 30 janvier, avec 41,7 % des voix et au moins 117 sièges sur 230. Le Parti social-démocrate (centre droit) de Rui Rio n'obtient que 29,3% des voix. Le parti d'extrême droite Chega (« Assez ») monte à 7,15% avec 12 élus au lieu d'un seul dans la précédente législature.

France

Justice : Le Parquet de Rouen, constatant que les époux Balkany ne respectent pas les obligations de leur placement sous bracelet électronique, a réclamé leur incarcération. La chambre d'appel du juge d'application des peines de Rouen devait se prononcer le 3 janvier.

Édition : La société d'études de marchés allemande GfK a publié, le 27 janvier, une étude sur la vente de BD en France. Ces ventes ont augmenté de 60 % en 2021 dans notre pays. La moitié des albums vendus sont des mangas et 60 % sont des œuvres traduites depuis des productions étrangères.

MÉDIAS

Face à Baba

Le débat qui a opposé Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour dans l'émission « Face à Baba » souligne la dérive croissante de la vie politique vers le spectacle racoleur.

La « politique-spectacle » est dénoncée depuis plusieurs décennies, non sans bonnes raisons. Malgré les formules-choc et les meetings grandioses, il y avait encore jusqu'à ces derniers temps des confrontations sérieusement argumentées entre les candidats. Celles-ci se déroulaient sous l'égide de journalistes professionnels, qui animaient des débats électoraux et des émissions politiques après avoir franchi plusieurs étapes dans leur carrière. Ainsi François-Henri de Virieu, Michèle Cotta, Alain Duhamel...

Il y a, il y aura toujours des émissions politiques de bonne tenue mais Cyril Hanouna mobilise toute son énergie pour faire basculer le débat politique dans quelque chose qui n'a pas de nom en français : l'infotainment, qui mélange l'information et le divertissement. Il est vrai que, depuis longtemps, les responsables politiques se laissent volontiers inviter sur le plateau de Laurent Ruquier. Mais ces prestations restaient marginales et les débats électoraux continuaient de se dérouler dans les cadres fixés par le journalisme politique.

Ce n'est plus le cas. Le pugilat entre Éric Zemmour et Jean-Luc Mélenchon, le 26 janvier dans l'émission « Face à Baba », a peut-être réjoui les militants de la France insoumise et ceux de Reconquête mais les violentes joutes verbales ont plongé maints téléspectateurs dans l'accablement. Le choix des protagonistes, connus pour leur goût de la polémique, était fait pour gagner la bataille de l'audience et conforter la position médiatique de Cyril Hanouna qui, depuis la révolte des Gilets jaunes, se voit dans le rôle du grand médiateur national. Marlène Schiappa ne dit pas le contraire, puisqu'elle souhaite publiquement que celui qu'on appelle Baba anime le débat présidentiel du second tour.

Si ce souhait se réalisait, les Français assisteraient à la défaite conjointe du journalisme et de la politique. ■

CLAUDINE UZERCHÉ

La vente de BD fait presque un quart du marché des ventes de livres en librairies.

Marché de l'art : La réunion des musées nationaux (RMN)-Grand Palais a choisi, le 26 janvier, pour les 7 ans à venir, le groupe suisse MCH, propriétaire des foires « Art Basel », en remplacement de la société RX-France, propriétaire de la marque FIAC exploitée au Grand-Palais depuis 1974, pour organiser le grand événement annuel réunissant à Paris près de 200 galeries d'arts internationales.

Automobile : Le ministre de l'Économie Burno Lemaire a présenté le 28 janvier le nouveau SUV électrique de la marque Alpine, qui sera assemblé et peint à partir de 2025 dans l'usine Renault de Dieppe qui compte 400 salariés.

Santé : Le traitement de la covid proposé par la biotech nantaise Xenothéra, le Xav-19 à base d'anticorps polyclonaux, n'a pas reçu d'agrément de l'Agence du médicament faute d'essais suffisamment concluants. En revanche le traitement Paxlovid développé par Pfizer sera disponible en France dès la mi-février.

Acip

Sommaire

Page 1 - Éditorial : **Primaire populaire**, par Frédéric Aimard.

Page 2 - **Les brèves de la semaine**, par l'Acip. – Médias : **Face à Baba**, par Claudine Uzerche.

Page 3 - Politique : **L'avenir incertain**, par Jean-Gabriel Delacour. – Vieillesse : **Le scandale Orpea**, F.A.

Page 4 - Afrique : **Capitaine à Ouagadougou** – Italie : **Bella Italia**, par Jean Étèvenaux

Lys Rouge

directeur de la publication :
Y. Aumont

Rédaction-administration
Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Édité par la NAR

RNA W751214282

Siret 89789412700017

ISSN 0150-4428

POLITIQUE

L'avenir incertain

Une partie de la gauche se raccroche à l'espoir suscité par la primaire populaire, ayant mis en tête Christiane Taubira, qui n'attendait que cela pour tenter de réunir le plus de monde derrière elle.

La droite observe Valérie Pécresse labourer un terrain que le président-pas-encore-candidat parcourt en tous sens sous tous les prétextes. Zemmouriens et Mariniens se disputent. Pendant ce temps, les Français vivent une nouvelle relation avec la pandémie : d'un côté, la persistance de mesures de moins en moins comprises et appliquées fait diminuer le port du masque, et, de l'autre, se répand la quasi-certitude que tout cela se trouvera bientôt derrière nous.

Très significatif est le fait que, le 27 janvier, le professeur Karine Lacombe, chef de service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine à Paris et l'une des figures les plus emblématiques de la politique suivie depuis deux ans, s'est démarquée de la position officielle. Jouant peut-être le rôle avant-coureur du messenger annonçant un nouveau cap, elle a tweeté : « *Le visage de l'épidémie change, changeons de paradigme : arrêtons de tester, isoler et tracer, poursuivons l'effort de vaccination, traitons les plus fragiles !* »

Cela signifie à ses yeux qu'on ne peut pas continuer à passer son temps et dépenser son argent à pratiquer des dizaines de millions de tests alors que le variant Omicron, massivement présent et incontrôlable, demeure fort peu létal. Sans oublier le fait qu'on se dirige vers un surcoût par rapport aux prévisions et aux provisions : la facture mensuelle risque d'atteindre ce qui avait été envisagé pour toute l'année ! On peut aussi s'interroger sur la fiabilité des conditions de prise de ces

tests, avec du personnel temporaire peu formé...

Or, malgré les bons chiffres qu'on nous sort sur la croissance et la baisse du chômage — l'un et l'autre en fait dopés par les multiples aides gouvernementales — l'économie française demeure fondamentalement dépendante de l'évolution de la crise sanitaire. Cette incertitude se double d'une détérioration de la situation hospitalière, tant au niveau des équipements, puisqu'on a continué à fermer des lits, qu'à celui des soignants, découragés ou changeant de métier. Cela intervient au moment où le vieillissement démographique se traduit par l'accroissement des dépenses de retraites dans l'économie, avec près de 15 %

du produit intérieur brut. Mais l'arrivée dans cette catégorie des générations de baby-boomers de l'après-guerre risque aussi d'amener non seulement une perte de croissance potentielle, mais aussi de confiance dans l'avenir, avec un dynamisme individuel et collectif amoindri. Il serait donc judicieux de donner enfin la priorité aux investissements dans l'éducation au sens le plus large. Cela concerne autant la formation de base, devenue insuffisante, que les inégalités des chances nées de l'abandon des « territoires perdus de la République » et d'une résignation à la simple reproduction de groupes sociaux bien installés. ■

JEAN-GABRIEL DELACOUR.

VIEILLESSE

Le scandale Orpea

La publication du livre *Les fossoyeurs*, du journaliste Victor Castanet, sur la gestion des Ehpad, a entraîné la chute des cours de bourse de la société Orpea (présente dans 23 pays avec 1 156 sites dont 354 en France sur les 7 517 maisons de retraite de notre pays).

L'agence régionale de santé a diligenté le 28 janvier une inspection « flash » dans l'établissement « Les Bords de Seine » à Neuilly (Hauts-de-Seine) dont le cas est cité dans le livre. Orpea va devoir faire face à des actions de groupes en justice déclenchées par des avocats qui recueillent le plus de plaintes possibles. Le directeur général d'Orpea, Yves Le Masne, qui avait été convoqué par Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie, pour le 1^{er} février, a été relevé de ses fonctions le 30 janvier et remplacé par Philippe Charrier, PDG.

Le livre déclencheur du scandale a déjà été tiré à 95 000 exemplaires. Il se dit qu'il avait été préparé comme un brûlot contre Xavier Bertrand au cas où il aurait été candidat à la présidence de la République, à cause de son attitude favorable au groupe Orpea lorsqu'il était ministre de la Santé. Toujours est-il qu'il prend à revers la plupart des candidats qui, si l'on en croit leurs déclarations récentes et leurs programmes, étaient plus tentés par le thème de « la mort dans la dignité » (euthanasie) que par celui du respect des droits des personnes fragiles mais encore vivantes que sont les personnes âgées confinées en Ehpad. Or la maltraitance des vieux, pour faire de l'argent, et le désir d'euthanasie ne sont pas sans rapports dans une société, sans valeurs spirituelles, qui valorise à l'excès la jeunesse et la performance physique.. ■

F.A.

AFRIQUE

Capitaine à Ouagadougou

PAR DOMINIQUE DECHERF

Une junte militaire a renversé le pouvoir civil au Burkina Faso le 23 janvier. La transition s'est faite pacifiquement et n'a surpris personne. Le président Roch Marc Christian Kaboré était impuissant à assurer la sécurité au nord, le long des frontières avec le Mali et le Niger. Les forces armées y avaient subi défaite après défaite. La mort de 53 gendarmes sur un effectif de 120 à Inata le 14 novembre avait suscité un vif ressentiment. Le président avait dû reconnaître des « dysfonctionnements », la garnison n'ayant plus été ravitaillée. Le gouvernement avait démissionné le 8 décembre et un nouveau Premier ministre nommé. Le président avait procédé en octobre à un remaniement des plus hauts responsables militaires. Mais ces mesures ne traduisaient que l'incapacité à traiter du problème. Depuis son investiture en avril 2015, ce ne sont pas moins de 500 militaires burkinabés qui ont péri, 2 000 morts au total et 1,5 million de déplacés face aux attaques djihadistes dans le pays.

Kaboré avait été réélu en novembre 2020. Le Burkina Faso semblait un môle de démocratie. Le président Macron y avait prononcé son premier discours fondateur sur l'Afrique en novembre 2017. Trois ans plus tôt, des manifestations populaires avaient chassé le président Blaise Compaoré au pouvoir depuis 1987. Le 25 octobre 2021 s'était ouvert à Ouagadougou le procès de l'assassinat de son prédécesseur et ex-associé Thomas Sankara. Le bras droit de Compaoré, le général Gilbert Diendéré avait comparu et plaidé non coupable. À la tête de l'unité d'élite du régime, le régiment de sécurité présidentielle, il avait tenté un

coup d'État raté en septembre 2015 et est détenu depuis. Le régiment avait été dissous. On comprend que le président Kaboré se méfiait de son armée. Avec raison.

Le mouvement néanmoins n'est pas venu des chefs blancs sous le harnais sous Compaoré, mais de jeunes officiers de second rang. Un lieutenant-colonel, Paul-Henri Damiba, 41 ans, en a pris la tête ; un capitaine est son porte-parole. Damiba, diplômé de l'École de guerre et du Centre National des Arts et Métiers, s'était spécialisé dans la lutte contre le terrorisme. Il avait dressé le bilan de l'inadaptation des armées africaines à ce phénomène.

L'armée burkinabée, qui ne compte que 11 200 hommes, participe activement aux opérations au Mali au titre de la force onusienne Minusma et du G5-Sahel. 3 000 hommes seraient déployés à l'extérieur. Damiba lui-même y a servi. Il est donc bien placé pour procéder aux réformes qui s'imposent. Il commencera sans doute par un repli des unités sur le territoire national.

Le dispositif « Barkhane » n'intervient pas directement au Burkina Faso. En revanche, en vertu de l'opération « Sabre », la France y dispose d'un centre pour l'entraînement de ses forces spéciales. Entre le 16 et le 23 janvier des opérations conjointes avec l'armée burkinabée ont permis de tuer une soixantaine de djihadistes dans leurs zones refuges et de détruire une vingtaine de motos.

Plus que jamais la coopération entre forces armées française et africaines est cruciale, ainsi que la coopération civilo-militaire seule capable de restaurer un climat de confiance. ■

ITALIE

Bella Italia

PAR JEAN ÉTÈVENAUX

Nos voisins italiens nous surprennent parfois par leur comportement. Très proches de nous sur bien des points, ils pratiquent une forme de conciliation et de compromis inhabituels de ce côté-ci des Alpes. Si nous partageons avec eux une façon de pouvoir aller jusqu'à la grandiloquence, ils savent néanmoins faire preuve de mesure afin de trouver un terrain d'entente. C'est ce qui vient de se dérouler avec l'élection de leur président de la République.

En effet, à 20 h 20 le samedi 29 janvier, le président de la Chambre des députés a compté pour la 505e fois le nom de Sergio Mattarella. Cela donnait la majorité absolue au nouveau président de la République, qui se trouve être le sortant. Aussitôt, les élus présents dans l'hémicycle se sont levés et ont entamé une longue salve d'applaudissements. Du coup, à quelques centaines de mètres, au palais du Quirinal, l'intéressé a su qu'il devait défaire ses cartons et qu'il resterait donc à son poste après le 3 février. Le 8e tour du scrutin présidentiel consacrait son nouveau septennat à une forte majorité.

Avant l'élection, Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne (2011-2019) devenu chef du gouvernement il y a moins d'un an, le 13 février 2021, faisait figure de favori. Toutefois, de nombreux parlementaires craignaient que son départ de la présidence du conseil ne déstabilise l'exécutif — ce qui aurait pu entraîner des élections anticipées avant la fin de la législature prévue en 2023. Silvio Berlusconi, qui dirigea l'Italie de 1994 à 1995, puis de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011, avait espé-

ré accéder à la présidence de la République. Ses 85 ans le mettaient presque sur le même plan que les 80 ans de Sergio Mattarella mais, en Italie, cela ne constitue pas véritablement un handicap. Son problème était d'arriver à constituer une coalition lui permettant de l'emporter. Il y renonça, appelant alors à voter pour Mario Draghi.

La difficulté pour celui-ci, assez consensuel, résidait dans le fait qu'on ne voyait pas par qui le remplacer au gouvernement. Les grands électeurs italiens — députés, sénateurs et cinquante-huit délégués régionaux réunis en session conjointe — ont donc préféré le garder afin d'éviter une nouvelle crise ministérielle. Comme l'a très bien expliqué Matteo Salvini, le chef de La Ligue qui n'avait pas réussi à imposer sa candidature, il fallait dire « à Mattarella de rester, pour continuer avec la même équipe, avec Draghi ». Silvio Berlusconi, de son côté, parlant du président reconduit, a reconnu : « Nous savons que nous lui demandons un grand sacrifice, mais nous savons aussi que nous pouvons le lui demander dans l'intérêt du pays ».

Du coup, les chefs de parti eux-mêmes et Mario Draghi ont prié le président Mattarella de faire renouveler son mandat. Reste à savoir si, d'ici quelque temps, il ne démissionnera pas, comme son prédécesseur Giorgio Napolitano l'avait décidé à l'âge de 90 ans, lors de son second mandat. ■